

«Pousser la junte au dialogue»

À propos de la Birmanie, l'on parle d'élections pour le 7 novembre, de libération d'Aung San Suu Kyi, et de feuille de route vers la démocratie... Anna Roberts de la Burma Campaign UK* nous dit ce qu'elle en pense.

22.10.2010 - Propos recueillis par David Broman

Trois ans après les manifestations des moines bouddhistes, Anna Roberts ne voit guère d'amélioration... «La situation des droits de l'homme en Birmanie n'a sans doute jamais été aussi mauvaise, et la répression aussi féroce. Depuis les manifestations des moines en 2007, le nombre de prisonniers politiques a plus que doublé, sans parler des conditions de vie dans les prisons, pires que jamais. Par exemple, le régime refuse systématiquement les soins médicaux aux prisonniers politiques. Aussi, les prisonniers sont transférés dans des régions retirées du pays, loin des lieux de résidence de leur famille – or les conditions sont tellement dures, les prisonniers ont besoin de leur famille pour survivre. Par ailleurs le régime a considérablement renforcé tant la répression à l'égard des opposants et des minorités ethniques, que la censure des médias. Par ailleurs le régime harcèle les groupes ethniques avec lesquels il a signé des accords de cessez-le-feu, pour qu'ils intègrent, sans contrepartie, l'armée nationale birmane.»

Une répression liée aux manifestations de 2007?

«Non, la répression est plutôt liée aux élections de novembre prochain. Ces élections s'inscrivent dans le cadre de la fameuse "feuille de route vers la démocratie en sept points" – établie en 2003 pour réduire les pressions de la communauté internationale – et suit l'adoption d'une constitution qui garantit avant tout le maintien de la dictature. Ces élections permettront tout au plus le passage d'une dictature militaire à une dictature d'apparence civile – tout en servant à légitimer la main mise des militaires sur la conduite du pays. Élections ou pas, toutes les lois répressives seront maintenues et les militaires ont la garantie constitutionnelle d'avoir au moins 25% des sièges au nouveau parlement – les sièges restants seront occupés par d'anciens militaires. Les élections font donc partie d'une vaste parodie de processus démocratique. Et l'intensification de la répression le prouve.»

Pourquoi la junte tient-elle à se légitimer à ce point?

«Il s'agit avant tout d'une tentative de faire diminuer les pressions internationales. D'aucuns affirment que la junte est insensible aux pressions extérieures. Ce n'est pas vrai. Il est incontestable que ces élections sont destinées à convaincre la communauté internationale de la bonne foi de la junte au pouvoir.»

Et la communauté internationale se laisse-t-elle convaincre?

«Cela dépend. Certains pays, comme les pays voisins, avalisent ce processus qui leur permettrait de poursuivre en toute quiétude le développement de leur affaires commerciales. D'autres États sont plus sceptiques. Les États-Unis, le Royaume-Uni et certains autres États européens ont déjà écarté toute reconnaissance de ce qui sortira des urnes.»

L'enjeu majeur

Y a-t-il un lien entre la tenue des élections et la demande par certains d'une enquête de l'ONU sur les violations des droits de l'Homme?

«Non, il s'agit de deux choses différentes. L'enquête concerne la justice. Nous savons que ce régime est coupable de crimes contre l'humanité, utilise le viol comme arme de guerre ethnique contre les femmes et les enfants, cible de façon délibérée les civils des groupes ethniques, recourt au travail de force, notamment des enfants, et aux enfants-soldats... Cette campagne pour une enquête internationale se justifie donc par un besoin de justice.»

On entend parler d'une libération possible de l'opposante, prix Nobel de la Paix 1991 et leader de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), Aung San Suu Kyi...

«Ce n'est pas impossible. Mais, le cas échéant, on peut se poser la question de la réelle portée d'une telle libération. Ce ne sera pas la première fois qu'on la libère, et à chaque fois la junte a trouvé un nouveau prétexte pour l'assigner à résidence, voire l'arrêter. De toute façon, une éventuelle libération, même si ce serait une bonne chose pour elle, n'aurait aucune signification politique. Ce n'est que si tous les prisonniers politiques – plus de deux mille – étaient libérés que l'on pourrait commencer à y lire une évolution du régime.»

La communauté internationale devrait-elle imposer des sanctions à la Birmanie?

«Oui, certainement. Le mouvement démocratique birman prône des "sanctions ciblées" comme moyen efficace pour faire bouger le régime, pour pousser la junte à négocier. L'idée n'est pas de renverser la junte mais de la pousser au dialogue, de la convaincre de participer à des discussions tripartites, avec le LND et les représentants des groupes ethniques. La dictature étant le seul obstacle à ce dialogue, il s'agit donc de trouver des moyens de pression pour l'y amener. Les sanctions peuvent en être un moyen efficace. Malheureusement les sanctions en cours actuellement n'ont pas servi à grand chose, notamment parce

qu'elles ne sont les bonnes et n'ont pas été mises en oeuvre intelligemment.»
Intelligemment? «Il faudrait avant tout les lier à un processus politique. L'Union européenne pourrait, par exemple menacer d'appliquer des sanctions tant que le pouvoir refuse le dialogue avec l'opposition démocratique. Jusqu'à présent, les sanctions n'ont été prononcées qu'en réaction à des actes spécifiques du régime au lieu d'être intégrées à une stratégie politique pour pousser la junte au dialogue. On a tort, d'ailleurs, de se focaliser tant sur la parodie d'élections. Le dialogue tripartite est l'enjeu politique majeur aujourd'hui en Birmanie.

Aussi faudrait-il changer la nature des sanctions, qui jusqu'à présent n'ont pas vraiment ciblé les revenus du régime. Par exemple, on pourrait en imposer sur le commerce du pétrole ou du gaz. On pourrait aussi mettre en place une interdiction d'investir dans des industries particulièrement rentables pour les militaires birmans. Des sanctions bancaires ou financières seraient efficaces, comme l'interdiction d'assurer le commerce et les flux financiers avec la Birmanie. En attendant, nous laissons le régime entasser des milliards dans des banques à Singapour.»

Faut-il dire Birmanie ou Myanmar?

«Le mouvement démocratique estime que, comme il a été adopté par un régime illégitime, le nom Myanmar pour désigner le pays est de même illégitime.»

www.burmacampaign.org.uk

